



Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et messieurs membres de ce CTSD,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la 2ème phase de la carte scolaire et le Sgen-CFDT déplore une confirmation de suppressions de postes . Certes, il y a la chute démographique prévue mais pas plus importante que dans certains autres départements pourtant moins touchés ... et celle-ci risque d'être moindre avec l'arrivée d'habitants fuyant les grandes métropoles pour s'installer dans le département et dont on commence à percevoir les premiers effets (ex : La Mothe pour le 1er degré ou Coulonges pour le collège)

De plus, après ces 2 années exceptionnelles sur le plan sanitaire, la préservation de postes aurait permis de combler les lacunes accumulées avec les confinements, les isolements d'élèves et de personnels et les fermetures de classes. Cela aurait pu aussi soulager les collègues souvent à bout à cause des mesures sanitaires certes nécessaires mais compliquant sérieusement leurs missions. Il suffit pour cela de voir le nombre d'arrêts maladies amplifié par une gestion du personnel pas toujours bienveillante. Le Sgen-CFDT s'interroge aussi sur les RH de proximité dont on ne voit pas les effets alors que le dialogue social est catastrophique notamment au niveau académique (voir les mutations ,les promotions, la prise en compte du handicap, les ruptures conventionnelles, l'organisation des examens ...). Et on ne mesure pas encore l'impact psychologique de ces années hors norme qu se fera pleinement sentir dans les mois à venir !

A-t-on les moyens d'intégrer les ULIS dans les effectifs ? Pourra-t-on être à 24 élèves par classe en GS et CP comme demandé par le Ministre ? Que va devenir ce qui reste du dispositif PDMQDC dont on n'a pas évalué les bienfaits incontestables avant de le remettre en cause ? Alors que dans de nombreux pays du monde il s'agit d'une mesure reconnue et efficace. Quid des remplacements notamment pendant la période hivernale ?

Le Sgen-CFDT s'interroge sur les capacités locales à répondre à ces défis avec les moyens alloués.

Faudra-t-il comme cette année avoir recours à des contractuels dans le 1er degré alors que nous revendiquons des postes suffisants de personnels titulaires ? Le Sgen-CFDT demande également que vous teniez votre engagement de ne pas fermer de classes en septembre, situation toujours difficile et perturbante pour les collègues planchant sur une répartition et des programmes pendant des semaines et qui se voient retirer des moyens au dernier moment.

Le manque de moyens humains et financiers remet donc en cause l'école inclusive . La pérennisation des personnels AESH n'est pas assurée, comme l'ont montré les difficultés à mettre en poste des AESH cette année pour chaque heure préconisée par la MDPH.

Il y a eu beaucoup de changements d'attribution d'AESH cette année, beaucoup d'élèves ont dû partager le nombre d'heures qui étaient préconisées par la MDPH avec d'autres élèves. Les enseignants concernés ont dû revoir régulièrement leurs emplois du temps ce qui ne favorise pas non plus une inclusion pérenne et efficace. Alors que les PIAL pourraient apporter des solutions comme de plus intéressantes quotités horaires, des recrutements de remplaçants, ils ont servi à gérer la pénurie et à déshabiller Pierre pour habiller Paul avec des conditions de travail dégradées pour les AESH en multipliant le nombre d'enfants suivis, développant des frustrations liées au sentiment de saupoudrage et en modifiant les emplois du temps rendant difficiles d'autres activités professionnelles pourtant nécessaires aux vues des rémunérations proposées et des faibles perspectives de carrière. Le Sgen-CFDT revendique un statut de fonctionnaire catégorie B en accord avec les profils recrutés et les compétences demandées.

De façon plus générale concernant les revalorisations des personnels, le Sgen-CFDT reconnaît un frémissement et quelques marches franchies avec l'enveloppe de 700 millions permettant de revaloriser les débuts de carrières par la prime d'attractivité, la pérennisation de la prime informatique, les mesures visant les directions d'écoles, la prise en charge enfin par l'employeur d'une partie de la complémentaire santé mais regrette le manque d'engagements sur le long terme car, le Grenelle n'a pas débouché sur un plan pluriannuel de revalorisations et a oublié certains personnels ou reporté les mesures en concernant d'autres (encore les AESH!!). De plus, ces revalorisations se limitent à des primes et le point d'indice lui ne bouge toujours pas. On est loin d'atteindre le haut de l'escalier et on aimerait une visibilité sur le nombre de marches !

Bernard Martin pour le Sgen-CFDT